



CCC

Corporation Commerciale Canadienne
Canadian Commercial Corporation

Corporation Commerciale Canadienne

Rapport financier du troisième trimestre
de 2019-2020
(non audité)

Pour l'exercice clos
le 31 décembre 2019

Canada 

TABLE DES MATIÈRES

COMMENTAIRES ET ANALYSE DE LA DIRECTION	3
BASE DE LA PRÉPARATION ET DE LA DIVULGATION	3
STRUCTURE HIÉRARCHIQUE DE LA CORPORATION	4
VALEUR DES CONTRATS SIGNÉS	5
OPÉRATIONS COMMERCIALES	8
SOMMAIRE DES RÉSULTATS FINANCIERS	12
PRÉVISIONS POUR 2019-2020	18
ENGAGEMENT DE LA CCC À L'ÉGARD DE LA GESTION DU RISQUE	18
RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS	20
ÉTATS FINANCIERS PROVISOIRES CONDENSÉS (NON AUDITÉS).....	21
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON AUDITÉ)	21
ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL (NON AUDITÉ)	22
ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (NON AUDITÉ).....	23
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON AUDITÉ).....	24
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS PROVISOIRES CONDENSÉS (NON AUDITÉS)	25
1. NATURE, ORGANISATION ET FINANCEMENT	25
2. NORMES DE PRÉSENTATION	26
3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES.....	27
4. MODIFICATIONS COMPTABLES.....	28
5. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	34
6. CRÉANCES	34
7. AUTRES ACTIFS	35
8. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER	35
9. PRODUITS DIFFÉRÉS	36
10. GESTION DU CAPITAL.....	37
11. GESTION DU RISQUE ET INSTRUMENTS FINANCIERS	37
12. PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS.....	42
13. TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT DU CANADA	43
14. FRAIS D'ADMINISTRATION	43
15. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES.....	44
16. ÉVENTUALITÉS	44

COMMENTAIRES ET ANALYSE DE LA DIRECTION

BASE DE LA PRÉPARATION ET DE LA DIVULGATION

Les commentaires et l'analyse de la direction qui suivent ont été préparés conformément à la norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor et ne constituent pas des commentaires et analyse de la direction complètes. Ils doivent être lus en parallèle avec le rapport annuel et les états financiers annuels audités de la Corporation pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019. Tous les montants présentés sont en dollars canadiens, sauf indication contraire.

Le présent document contient des projections et d'autres énoncés prospectifs. De tels énoncés exigent de la direction qu'elle pose des hypothèses assujetties à des risques et à des incertitudes. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer sensiblement des attentes évoquées dans ces énoncés prospectifs. L'explication de ces risques et incertitudes figure à la section sur les risques qui suit l'analyse financière.

Les mesures non définies par les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») et l'information pertinente, comme la valeur des contrats signés (« VCS ») et des opérations commerciales, sont présentées dans la section des commentaires et de l'analyse de la direction, y compris une description de la façon dont ces éléments sont évalués.

Auparavant, les contrats d'une valeur élevée ont eu une importante incidence sur les états financiers de la Corporation Commerciale Canadienne (« CCC » ou « la Corporation ») en entraînant des écarts considérables d'un exercice à l'autre, tant dans l'état de la situation financière que dans l'état du résultat global (perte). Le plus important de ces contrats est le contrat du Programme des brigades blindées (« PBB »). Valant plusieurs milliards de dollars, il s'étend sur plusieurs années. En raison de l'importance de ce contrat, le PBB est présenté séparément dans certaines sections des commentaires et analyse de la direction.

Communication de renseignements comptables

La norme internationale d'information financière *IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (« IFRS 15 »), est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2018 et est reflétée dans les états financiers vérifiés de la Corporation pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019. Bien que les activités et les responsabilités contractuelles de la Corporation demeurent inchangées, l'adoption de l'IFRS 15 a eu une incidence importante sur la façon d'évaluer et de présenter les opérations et les résultats. Par conséquent, les résultats de la période comparative du 31 décembre 2018 ont été retraités afin de se conformer à la norme IFRS 15. Les détails figurent à la note 4 de ces états financiers provisoires condensés.

STRUCTURE HIÉRARCHIQUE DE LA CORPORATION

Les activités de passation de contrats internationaux de la CCC aident les exportateurs canadiens à réaliser des ventes auprès d'acheteurs gouvernementaux étrangers dans des marchés partout dans le monde. La base des exportateurs canadiens de la CCC comprend un bon nombre de petites et moyennes entreprises (« PME ») canadiennes.

La CCC classe ses activités commerciales par cinq secteurs prioritaires. Les activités de la CCC appuient un large éventail de secteurs industriels canadiens, notamment l'aérospatiale, les technologies propres (« cleantech »), la construction et l'infrastructure, la défense et les technologies de l'information et des communications (« TIC »). Les exportateurs canadiens sont internationalement reconnus en tant que chef de file dans le secteur de l'aérospatiale et ont une expertise spécialisée en technologies propres dans les domaines de services publics et des transports ainsi que dans les systèmes de gestion des eaux. De plus, les exportateurs canadiens ont des contrats avec la CCC dans le secteur de la construction et l'infrastructure pour des projets internationaux dans des marchés émergents et en développement, dans le secteur de la défense principalement en vertu de l'Accord sur le partage de la production de défense (« APPD »), dans le secteur des TIC qui inclut les loteries générant des fonds consacrés à des *bonne causes* afin de réduire la pauvreté et de soutenir des programmes sociaux à l'étranger.

En plus des cinq secteurs prioritaires, la CCC gère aussi des contrats regroupés dans la catégorie Autres secteurs liés à l'approvisionnement des produits pour l'agriculture, à l'approvisionnement de biens et services pour supporter les industries du sucre et du tourisme à Cuba et aux initiatives d'autres ministères.

La période de gestation pour les activités de passation de contrats internationaux est longue et est directement touchée par des événements politiques étrangers, économiques et géopolitiques qui ont des répercussions budgétaires pour les gouvernements souverains (y compris les élections, les catastrophes naturelles, etc.). Il en résulte un cycle économique difficile à prédire avec précision et à répéter, les activités constantes d'une année à l'autre étant l'exception plutôt que la règle. Pendant le processus de passation de contrats, la participation de la CCC à une transaction a un effet multiplicateur pour les exportateurs canadiens, car ils bénéficient de la connaissance du marché, de l'atténuation des risques, des relations avec les gouvernements étrangers, d'une solide approche de conduite responsable des affaires et de décennies d'expérience en matière de passation de contrats internationaux que la CCC met à profit dans chaque activité commerciale.

Le programme de l'APPD est un important programme de politique d'intérêt public pour le Canada, qui offre aux exportateurs canadiens et aux autres concurrents un accès égal au marché du département de la Défense (DoD) américain et génère des centaines de millions de dollars en exportations annuelles pour le Canada. Les emplois et les avantages économiques qui découlent de ces exportations sont importants. La CCC a signé plus de 800 millions de dollars de contrats

d'exportation dans le cadre de l'APPD en 2018-2019. La CCC n'est pas indemnisée pour ses coûts d'exécution de services en vertu de l'APPD.

VALEUR DES CONTRATS SIGNÉS

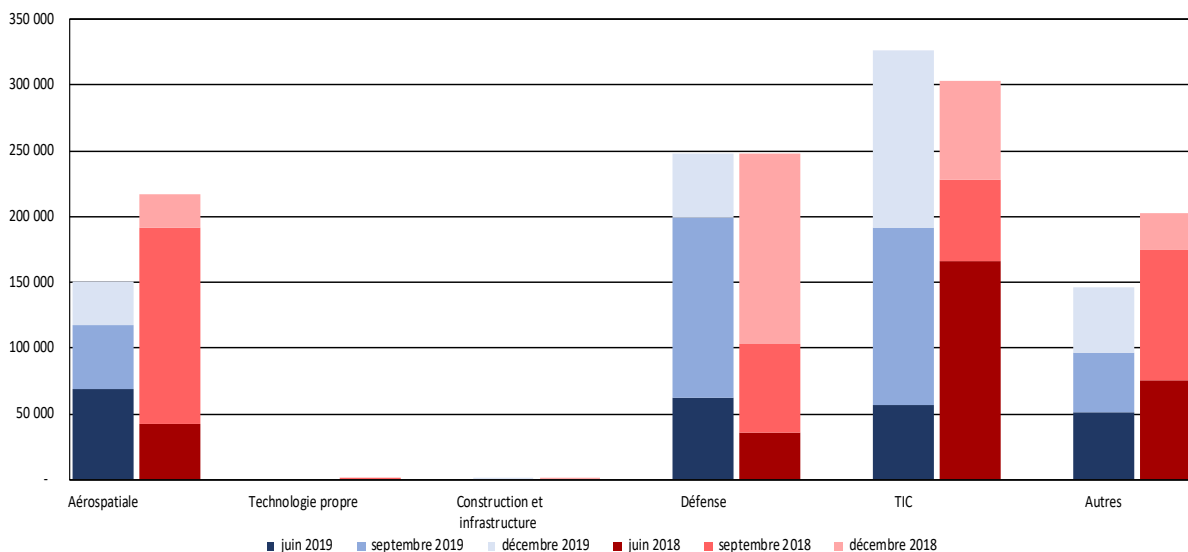
VCS est une mesure non définie par les PCGR qui est utilisée par la Corporation et qui représente la valeur des contrats conclus et de leurs modifications pendant un exercice financier donné. Elle mesure la valeur totale des biens et services à fournir pendant toute la durée d'un contrat et, par la même occasion, représente la valeur totale du contrat au moment de sa signature.

Le tableau et le graphique ci-dessous présentent la VCS par secteur pour les périodes de trois et neuf mois se terminant les 31 décembre 2019 et 2018.

VCS par secteur (en milliers de \$)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre				Pour les neuf mois terminés le 31 décembre				En % du total	
	2019	2018	Écart en \$	Écart en %	2019	2018	Écart en \$	Écart en %	2019	2018
	Aérospatiale	32 883 \$	25 182 \$	7 701 \$	31%	150 619 \$	216 896 \$	(66 277) \$	(31%)	17%
Technologie propre	-	-	-	0%	-	419	(419)	(100%)	0%	<1%
Construction et infrastructure	78	1 644	(1 566)	(95%)	78	1 644	(1 566)	(95%)	<1%	<1%
Défense	49 066	145 456	(96 389)	(66%)	247 796	248 238	(442)	(0%)	28%	26%
TIC	135 101	74 456	60 645	81%	326 837	302 654	24 184	8%	38%	31%
Autres	49 596	28 175	21 421	76%	146 201	202 986	(56 785)	(28%)	17%	21%
Total	266 725 \$	274 913 \$	(8 188) \$	(3%)	871 531 \$	972 836 \$	(101 305) \$	(10%)	100%	100%

Pour la période de neuf mois se terminant le 31 décembre, la VCS a diminué de 101,3 millions de dollars ou de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Cette diminution est le résultat net d'une diminution de 125,5 millions de dollars des contrats signés dans tous les secteurs, à l'exception du secteur des TIC qui a enregistré une augmentation de 24,2 millions de dollars.

VCS par secteur (en milliers de dollars)
Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2019 et 31 décembre 2018



Les montants de VCS du secteur de l'aérospatiale proviennent des contrats en vertu de l'APPD (83 %) et des contrats internationaux (17 %). La VCS du secteur de la défense provient principalement de l'APPD et la VCS du secteur des TIC provient principalement des contrats de l'APPD et de loteries. Les VCS des autres secteurs sont liées à des contrats en vertu de l'APPD (72 %), principalement pour l'approvisionnement en biens manufacturés et en machines, à l'approvisionnement de biens et services pour supporter les industries du sucre et du tourisme à Cuba (25 %) et à l'approvisionnement d'autres biens et services (3 %).

Le tableau ci-dessous présente la VCS par région et par secteur pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2019.

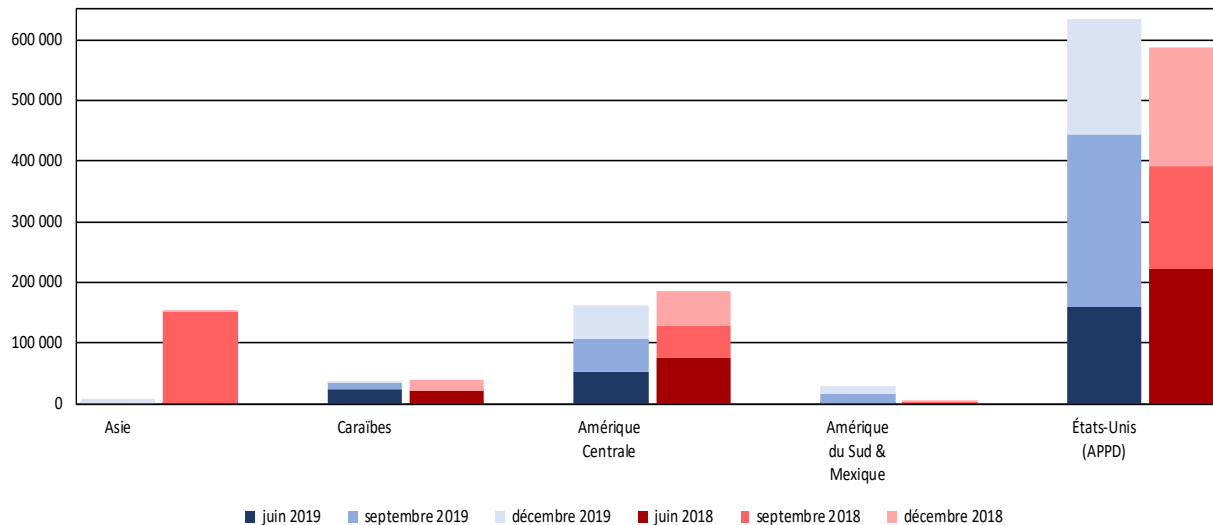
VCS par région/secteur (en milliers de \$)	Construction et						Total	% du Total
	Aérospatiale	Technologie propre	infrastructure	Défense	TIC	Autres		
Afrique	-	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ 56	\$ 56	<1%
Asie ¹	577	-	-	-	6 756	897	8 230	<1%
Caraïbes	-	-	-	201	-	36 408	36 610	4%
Amérique Centrale	-	-	-	-	163 629	-	163 629	19%
Europe	-	-	-	-	-	-	-	-
Canada & États-Unis	-	-	-	-	1 328	64	1 392	<1%
Amérique du Sud & Mexique	24 517	-	-	-	-	4 012	28 529	3%
États-Unis (APPD)	125 525	-	78	247 595	155 124	104 764	633 087	73%
Total	150 619	\$ -	\$ 78	\$ 247 796	\$ 326 837	\$ 146 201	\$ 871 531	\$ 100%
% of Total	17%	0%	<1%	28%	38%	17%	100%	

¹Asie inclut le Moyen-Orient

De la VCS totale de 871,5 millions de dollars, 633,1 millions de dollars ou 73 % des contrats ont été signés en vertu de l'APPD avec les États-Unis dans les secteurs de l'aérospatiale, de la défense, des TIC, de la construction et infrastructure et des autres secteurs. De plus, il y avait 163,6 millions de dollars ou 19 % des contrats de VCS en Amérique Centrale (Nicaragua et Honduras) dans le secteur des TIC, liés à des contrats provenant du programme de loteries et de sécurité et 36,6 millions de dollars ou 4 % des contrats ont été signés aux Caraïbes, principalement à Cuba, dans les autres secteurs.

Le graphique ci-dessous présente une comparaison des variations de VCS par région pour les périodes de neuf mois se terminant le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2018.

VCS par région (en milliers de \$)



Pour la période de neuf mois se terminant le 31 décembre 2019, l'augmentation la plus importante de VCS par rapport à l'exercice précédent est liée aux contrats en vertu de l'APPD avec les États-Unis de 46,1 millions de dollars, avec des augmentations supplémentaires de 23,0 millions de dollars en Amérique du Sud et au Mexique. Ces augmentations ont été compensées par une diminution de 146,0 millions de dollars des contrats signés en Asie et de 22,4 millions de dollars en Amérique Centrale.

Obligations résiduelles aux termes de contrats en date du 31 décembre 2019

Dans son rôle de maître d'œuvre, la Corporation a l'obligation contractuelle d'exécuter les contrats conclus avec des acheteurs étrangers et de veiller à ce que les conditions des contrats soient respectées, quelle que soit la qualité du rendement de l'exportateur canadien. Au 31 décembre 2019, la valeur totale du portefeuille de contrats de la Corporation restants à exécuter s'élevait à 12,0 milliards de dollars (14,3 milliards de dollars au 31 mars 2019) dont environ 90 % (89 % au 31 mars 2019) est lié au contrat du PBB.

OPÉRATIONS COMMERCIALES

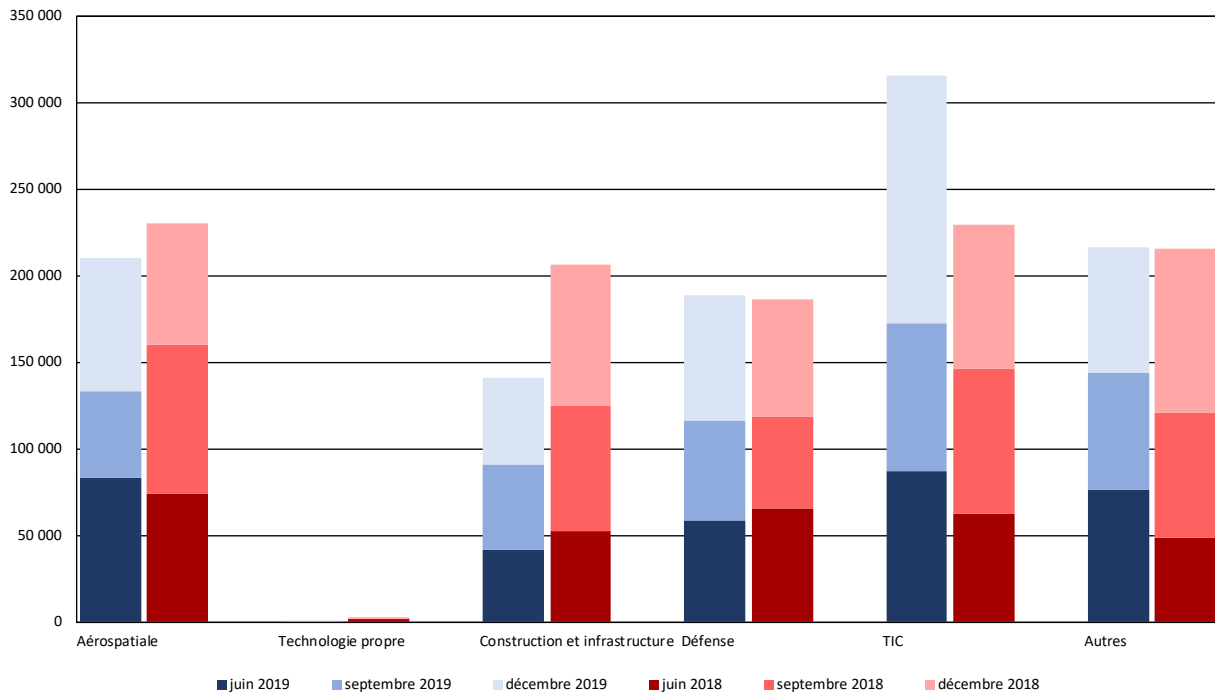
Les opérations commerciales sont une mesure non définie par les PCGR, utilisée par la Corporation, et représentent la valeur des prestations contractuelles au cours de la période visée par le rapport (c.-à-d. une mesure de l'activité économique). Étant donné le statut d'agent de la CCC pour la présentation conformément aux normes internationales d'information financière, les opérations commerciales ne sont pas comptabilisées comme un produit. La CCC continue de saisir les données des opérations commerciales puisqu'elles permettent de mesurer l'incidence de la CCC sur l'économie canadienne.

Le tableau et graphique ci-dessous reflètent les opérations commerciales par secteur pour les trois et neuf mois terminés le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2018.

Opérations commerciales par secteur (en milliers de \$)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre				Pour les neuf mois terminés le 31 décembre					
	2019	2018		Écart en %	2019	2018		Écart en %	En % du total	
		(Retraité)	Écart en \$			(Retraité)	Écart en \$		2019	2018
Aérospatiale	76 399 \$	70 244 \$	6 155 \$	9%	209 986 \$	230 172 \$	(20 186) \$	(9%)	8%	8%
Technologie propre	176	69	106	153%	176	2 196	(2 020)	(92%)	<1%	<1%
Construction et infrastructure	49 524	81 188	(31 664)	(39%)	140 751	205 989	(65 238)	(32%)	5%	7%
Défense	71 959	68 014	3 945	6%	188 283	186 742	1 541	<1%	7%	6%
TIC	142 930	82 688	60 242	73%	315 630	229 337	86 294	38%	12%	8%
Autres	72 525	94 335	(21 810)	(23%)	216 551	215 295	1 256	<1%	8%	7%
Total excluant PBB	413 513 \$	396 539 \$	16 974 \$	4%	1 071 378 \$	1 069 731 \$	1 647 \$	<1%	42%	36%
PBB	969 977	938 815	31 162	3%	1 500 307	1 937 197	(436 890)	(23%)	58%	64%
Total incluant PBB	1 383 489 \$	1 335 354 \$	48 136 \$	4%	2 571 685 \$	3 006 928 \$	(435 243) \$	(14%)	100%	100%

Pour la période de neuf mois se terminant le 31 décembre, les opérations commerciales ont diminué de 435,2 millions de dollars ou de 14 % par rapport à l'exercice précédent. Cette diminution est le résultat net de la diminution de 436,9 millions de dollars des opérations commerciales découlant du programme de PBB et de 87,4 millions de dollars dans tous les secteurs, à l'exception des secteurs de la défense, des TIC et autres qui ont une augmentation totale combinée de 89,1 millions de dollars.

**Opérations commerciales par secteur (en milliers de \$), excluant PBB
pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2019 et 31 décembre 2018**



Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2019, les opérations commerciales du secteur de l'aérospatiale proviennent des contrats liés à l'APPD (57 %) et des contrats internationaux (43 %). Les opérations commerciales du secteur de la construction et de l'infrastructure proviennent principalement des contrats internationaux et les opérations commerciales du secteur de la défense proviennent principalement des contrats liés à l'APPD. Les opérations commerciales du secteur des TIC proviennent des contrats de loteries (52 %), des contrats liés à l'APPD (44 %) et d'autres contrats (4 %). Les opérations commerciales des autres secteurs sont liées aux contrats de l'APPD (68 %), aux contrats d'approvisionnement de biens et services pour supporter les industries de sucre et du tourisme à Cuba (23 %) ainsi qu'aux autres contrats (9 %).

La tendance des opérations commerciales est similaire à celle de la VCS pour les contrats découlant de l'APPD, de Loteries et de la passation de contrats à Cuba. Ceci est attribuable au fait que la VCS pour ces contrats est plus régulière et constante d'année en année. En revanche, étant donné la nature irrégulière des contrats internationaux, la tendance des opérations commerciales va souvent prendre une direction différente de celle de la VCS au cours de la même année.

Le tableau ci-dessous présente les opérations commerciales par région et par secteur pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2019, à l'exclusion du PBB.

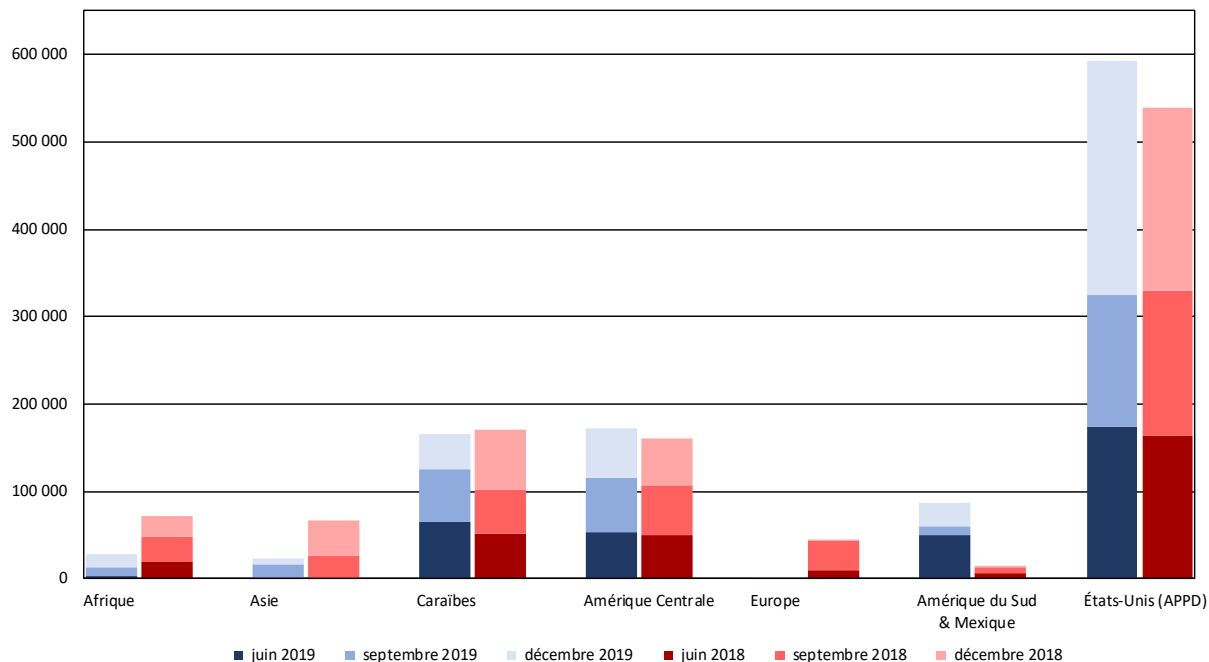
Opérations commerciales par région/secteur (en milliers de \$)	Technologie		Construction et		TIC	Autres	Total	% du Total
	Aérospatiale	propre	infrastructure	Défense				
Afrique	-	\$ -	\$ 23 824	\$ 3 620	-	\$ 101	27 544 \$	3%
Asie ¹	8 609	-	-	705	701	12 698	22 713	2%
Caraïbes	-	176	114 483	354	-	50 571	165 584	15%
Amérique Centrale	-	-	-	-	172 462	-	172 462	16%
Europe	-	-	-	2	-	-	2	<1%
Canada & États-Unis	-	-	-	888	2 764	49	3 702	<1%
Amérique du Sud & Mexique	80 704	-	-	-	-	5 845	86 549	8%
États-Unis (APPD)	120 674	-	2 444	182 713	139 704	147 286	592 821	55%
Total	209 986 \$	176 \$	140 751 \$	188 283 \$	315 630 \$	216 551 \$	1 071 378 \$	100%
% du Total	20%	<1%	13%	18%	29%	20%	100%	

¹Asie inclut le Moyen-Orient

Des opérations commerciales totales de 1 071,4 millions de dollars (à l'exclusion du PBB), celles découlant de l'APPD avec les États-Unis se situaient à 592,8 millions de dollars ou à 55 % dans les secteurs de l'aérospatiale, de la défense, des TIC, de la construction et de l'infrastructure et autres secteurs. Dans le secteur de l'aérospatiale, 80,7 millions de dollars d'opérations commerciales sont liées à la mise à niveau et à l'approvisionnement d'aéronefs en Amérique du Sud. Dans le secteur des TIC, 172,5 millions de dollars d'opérations commerciales sont liées aux contrats des programmes de loterie et de sécurité au Nicaragua, au Honduras et au Panama. Dans les autres secteurs, 50,6 millions de dollars d'opérations commerciales sont liées aux contrats à Cuba et 12,7 millions de dollars d'opérations commerciales sont principalement liées à l'approvisionnement de potasse en Asie. En outre, 114,5 millions de dollars d'opérations commerciales proviennent du secteur de la construction et de l'infrastructure dans les Caraïbes en raison des progrès réalisés dans l'agrandissement et la réhabilitation de l'aéroport international L.F. Wade aux Bermudes et la construction d'un quai de croisière de classe Oasis à Saint-Kitts-et-Nevis, ainsi que 23,8 millions de dollars en Afrique liés à la construction d'une aire de stationnement dans le port de Tema, au Ghana.

Le graphique ci-dessous présente une comparaison des variations importantes d'opérations commerciales par région pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2018, à l'exclusion du PBB.

Opérations commerciales par région (en milliers de \$)



Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2019, il y a eu une augmentation totale des opérations commerciales de 1,6 millions de dollars, à l'exclusion de la diminution de 436,9 millions de dollars provenant du PBB. Cette augmentation est le résultat net d'une augmentation combinée de 138,1 millions de dollars provenant des contrats existants issus de l'APPD avec les États-Unis et des régions de l'Amérique centrale, de l'Amérique du Sud et Mexique, compensée par une diminution combinée de 136,5 millions de dollars dans les autres régions.

Il y a plus de variations dans les opérations commerciales par secteur et par région lorsque l'on compare les résultats d'une année à l'autre, reflétant l'échéancier des exigences contractuelles et les calendriers de livraison connexes.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS FINANCIERS

Les faits saillants financiers de la CCC pour la période terminée le 31 décembre 2019 sont présentés ci-après.

Analyse de l'état du résultat global

Résultat net (en milliers de \$)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre				Pour les neuf mois terminés le 31 décembre			
	2019	2018 (Retraité)	Écart en \$	Écart en %	2019	2018 (Retraité)	Écart en \$	Écart en %
Produits	9 226 \$	9 894 \$	(668) \$	(7%)	22 455 \$	25 150 \$	(2 695) \$	(11%)
Charges	6 758	6 867	(109)	(2%)	20 643	20 628	15	<1%
Gain (perte) de change	(235)	358	(593)	(166%)	(252)	473	(725)	(153%)
Résultat net	2 233 \$	3 385 \$	(1 152) \$	(34%)	1 560 \$	4 995 \$	(3 435) \$	(69%)

Pour la période de neuf mois se terminant en décembre 2019, la Corporation a enregistré un profit net de 1,6 million dollars, soit une diminution de 3,4 millions de dollars comparativement au résultat net de 5,0 millions de dollars de l'exercice précédent. Ce résultat est attribuable à une diminution des produits de 2,7 millions de dollars et à une fluctuation du gain (perte) de change de 725 mille dollars comparativement à l'exercice précédent. Les charges sont demeurées stables par rapport à l'exercice précédent.

La CCC dispose d'une protection naturelle contre les gains ou les pertes sur les opérations de change, variations qui, autrement, se répercuteraient sur le résultat net des opérations et sur son résultat global. Les soldes à découvert en monnaies étrangères font l'objet d'une surveillance et sont maintenus à des niveaux négligeables.

Produits

Produits (en milliers de \$)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre				Pour les neuf mois terminés le 31 décembre				En % du total	
	2019	2018 (Retraité)	Écart en \$	Écart en %	2019	2018 (Retraité)	Écart en \$	Écart en %	2019	2018
Frais de service	8 973 \$	9 492 \$	(519) \$	(5%)	18 893 \$	23 167 \$	(4 274) \$	(18%)	84%	92%
Transferts du gouvernement du Canada	-	-	-	0%	2 500	-	2 500	0%	11%	0%
Autres produits	54	182	(128)	(70%)	333	1 532	(1 199)	(78%)	1%	6%
Produits financiers, nets	199	220	(21)	(10%)	729	451	278	62%	3%	2%
Total	9 226 \$	9 894 \$	(668) \$	(7%)	22 455 \$	25 150 \$	(2 695) \$	(11%)	100%	100%

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2019, les produits totaux de 22,5 millions de dollars étaient 2,7 millions de dollars ou 11 % inférieurs par rapport à la même période de l'exercice précédent. La diminution d'une période à l'autre est attribuable à une baisse de 4,3 millions de dollars des frais de service et de 1,2 millions de dollars des autres produits. Ces diminutions ont été partiellement compensées par un transfert de 2,5 millions de dollars du gouvernement du Canada pour financer les charges opérationnelles et par une augmentation de 278 mille dollars des produits financiers.

Frais de service par secteur

Frais de service par secteur (en milliers de \$)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre 2019				Pour les neuf mois terminés le 31 décembre				En % du total	
	2019	2018		Écart en %	2019	2018		Écart en %	2019	2018
		(Retraité)	Écart en \$			(Retraité)	Écart en \$			
Aérospatiale	335 \$	13 \$	322 \$	2435%	1 312 \$	1 180 \$	132 \$	11%	7%	5%
Technologie propre	8	3	5	153%	8	105	(96)	(92%)	<1%	<1%
Construction et infrastructure	1 374	2 158	(785)	(36%)	3 789	5 713	(1 923)	(34%)	20%	25%
Défense	15	73	(58)	(79%)	45	120	(75)	(62%)	<1%	<1%
TIC	282	290	(8)	(3%)	997	1 161	(164)	(14%)	5%	5%
Autres	752	1 365	(613)	(45%)	3 139	3 307	(168)	(5%)	17%	14%
Total excluant PBB	2 765 \$	3 903 \$	(1 137) \$	(29%)	9 291 \$	11 585 \$	(2 294) \$	(20%)	49%	50%
PBB	6 208	5 589	619	11%	9 602	11 582	(1 980)	(17%)	51%	50%
Total incluant PBB	8 973 \$	9 492 \$	(518) \$	(5%)	18 893 \$	23 167 \$	(4 275) \$	(18%)	100%	100%

La Corporation facture des frais de service sur tous les contrats, à l'exception de l'APPD. Les frais sont généralement calculés en pourcentage de la valeur du contrat. Les frais sont négociés contrat par contrat et, dans une fourchette acceptable, reflètent généralement le profil de risque d'un projet et les conditions du marché concurrentiel. Les frais sont comptabilisés à titre de produit lorsque la Corporation a rempli son obligation de prestation aux termes de chaque contrat et sont généralement proportionnels aux opérations commerciales.

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2019, les frais de service totaux de 18,9 millions de dollars étaient 4,3 millions de dollars ou 18 % inférieurs par rapport à la même période de l'exercice précédent. La diminution d'une période à l'autre était attribuable à une baisse de 2,0 millions de dollars des frais de service découlant du programme de PBB et à une baisse combinée de 2,4 millions de dollars dans tous les autres secteurs, à l'exception du secteur de l'aérospatiale qui a enregistré une augmentation de 132 mille dollars.

Le tableau ci-dessous présente les frais de service par région et par secteur pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2019, à l'exclusion du PBB.

Frais de Service par région/secteur (en milliers de \$)	Technologie		Construction et infrastructure		Défense	TIC	Autres	Total	% du Total
	Aérospatiale	propre							
Afrique	(10) \$	-	\$	861 \$	-	\$	10 \$	861	9%
Asie ¹	167	-	-	-	-	56	861	1 084	12%
Caraïbes	-	8	2 929	-	-	1 390	4 327	4 327	47%
Amérique Centrale	-	-	-	-	-	866	-	866	9%
Europe	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Canada & États-Unis	-	-	-	45	74	754	873	873	9%
Amérique du Sud & Mexique	1 156	-	-	-	-	124	1 280	1 280	14%
États-Unis (APPD)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	1 312 \$	8 \$	3 789 \$	45 \$	997 \$	3 139 \$	9 291 \$	9 291 \$	100%
% du Total	14%	<1%	41%	<1%	11%	34%	100%		

¹Asie inclut le Moyen-Orient

Des frais de service totaux découlant des contrats sous gestion de 9,3 millions de dollars (à l'exclusion du PBB), 4,3 millions de dollars ou 47 % proviennent du secteur de la construction et de l'infrastructure et d'autres secteurs dans les Caraïbes. Les 5,0 millions de dollars restants proviennent principalement du secteur de l'aérospatiale en Amérique du Sud et Mexique pour 1,2 millions de dollars, du secteur des TIC en Amérique centrale pour 866 mille dollars, de la construction et de l'infrastructure en Afrique pour 861 mille dollars et des autres secteurs en Asie et aux Canada et États-Unis pour 1,6 millions de dollars.

Charges

Frais d'administration

Frais d'administration (en milliers de \$)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre				Pour les neuf mois terminés le 31 décembre				En % du total	
	2018				2018					
	2019	(Retraité)	Écart en \$	Écart en %	2019	(Retraité)	Écart en \$	Écart en %	2019	2018
Rémunération du personnel et charges connexes	4 796 \$	4 648 \$	148 \$	3%	14 207 \$	14 024 \$	183 \$	1%	69%	68%
Services de gestion des contrats	661	662	(1)	(0%)	1 984	1 984	0	0%	10%	10%
Loyer et frais connexes	421	447	(26)	(6%)	1 228	1 041	187	18%	6%	5%
Frais de déplacement et accueil	338	348	(10)	(3%)	969	1 100	(131)	(12%)	5%	5%
Consultants	244	368	(124)	(34%)	920	942	(22)	(2%)	4%	5%
Logiciels, matériel informatique et soutien	20	60	(40)	(67%)	547	522	25	5%	3%	3%
Amortissement	102	113	(11)	(10%)	305	339	(34)	(10%)	1%	2%
Communications	82	88	(6)	(7%)	260	311	(51)	(16%)	1%	2%
Autres charges	94	133	(39)	(29%)	223	365	(142)	(39%)	1%	2%
Total	6 758 \$	6 867 \$	(109) \$	(2%)	20 643 \$	20 628 \$	15 \$	<1%	100%	100%

Pour les neuf mois terminés en décembre 2019, les frais d'administration de 20,6 millions de dollars sont demeurés stables par rapport à l'exercice précédent.

Les frais d'administration peuvent varier tous les trimestres comparativement aux exercices précédents puisque la CCC évalue constamment les niveaux de personnel pour faire des gains d'efficacité dans la mesure du possible. Pour y parvenir, elle réévalue ses ressources et ses activités d'exploitation, et en améliore sa gestion. La Corporation établit les budgets à partir des hypothèses quant à la capacité requise pour supporter les activités contractuelles projetées. Les budgets sont gérés de manière à contrôler les dépenses par rapport aux revenus gagnés tout au long de l'année. La CCC continue de renforcer sa philosophie de l'amélioration continue, grâce à la mise en œuvre des changements apportés aux processus pour améliorer l'efficacité et permettre la redistribution des ressources, résultant en une capacité globale accrue.

Dépenses de remédiation des contrats

Les dépenses de remédiation des contrats sont enregistrées lorsque les montants réels sont engagés ou lorsqu'elles peuvent être estimées de façon raisonnable. Pour les trois et neuf mois terminés le 31 décembre 2019 et 31 décembre 2018, aucune dépense de remédiation des contrats n'a été encourue. Ce résultat reflète les pratiques robustes de la Corporation en matière de diligence raisonnable, de gestion des contrats et de gestion du risque d'entreprise (« GRE »).

Analyse de l'état de la situation financière

Les actifs et les passifs comprennent les montants reçus d'un acheteur étranger qui n'ont pas encore été transférés à l'exportateur canadien, ou lorsque la Corporation a effectué des paiements aux exportateurs canadiens avant de les recouvrer auprès des acheteurs étrangers.

Les postes de l'état de la situation financière comme la trésorerie et équivalents de trésorerie, les créances et les créditeurs représentent des montants à un moment précis. Ces soldes peuvent fluctuer considérablement d'un jour à l'autre, et il arrive que des dizaines de millions de dollars soient reçus un jour et payés le lendemain ou vice versa.

Il convient de noter qu'en dépit du fait que les résultats financiers soient présentés à titre de mandataire, la CCC demeure le principal débiteur de ses contrats avec les acheteurs étrangers et demeure responsable de l'exécution des contrats conformément aux conditions contractuelles. Dans son rôle de maître d'œuvre, la Corporation a l'obligation contractuelle d'exécuter les contrats conclus avec les acheteurs étrangers et de veiller à ce que les conditions des contrats soient respectées, quelle que soit la qualité du rendement de l'exportateur canadien.

Actifs

Actifs (en milliers de \$) Aux	31 décembre 2019	31 mars 2019	Écart en \$	Écart en %	En % du total	
					31 décembre 2019	31 mars 2019
Trésorerie et équivalents de trésorerie	65 783 \$	58 481 \$	7 302 \$	12%	63%	66%
Créances	34 281	27 603	6 678	24%	33%	31%
Autres actifs	1 069	403	666	165%	1%	<1%
Immobilisations corporelles	2 486	2 645	(159)	(6%)	2%	3%
Total des actifs	103 619 \$	89 132 \$	14 487 \$	16%	100%	100%

En date du 31 décembre 2019, le total des actifs de 103,6 millions de dollars a augmenté de 14,5 millions de dollars ou 16 % depuis l'exercice du 31 mars 2019. Ceci est principalement attribuable à une augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie de 7,3 millions et des créances de 6,7 millions de dollars.

Les créances comprennent des frais de service non perçus et les montants à recevoir des acheteurs étrangers lorsque les montants ont déjà été payés aux exportateurs canadiens en vertu du programme d'escompte à terme des créditeurs.

Passifs

Passifs (en milliers de \$) Aux	31 décembre 2019	31 mars 2019	Écart en \$	Écart en %	En % du total	
					31 décembre 2019	31 mars 2019
Créditeurs et charges à payer	39 896 \$	35 456 \$	4 440 \$	13%	49%	52%
Retenues de garantie et produits différés	10 910	7 228	3 682	51%	14%	11%
Avances	25 021	20 076	4 945	25%	31%	30%
Avantages du personnel	1 726	1 667	59	4%	2%	2%
Avantages incitatifs à la location différés	3 157	3 356	(199)	(6%)	4%	5%
Total des passifs	80 710 \$	67 783 \$	12 927 \$	19%	100%	100%

En date du 31 décembre 2019, le total des passifs de 80,7 millions de dollars a augmenté de 12,9 millions de dollars ou 19 % depuis l'exercice du 31 mars 2019. Ceci est principalement attribuable à l'augmentation des créditeurs et charges à payer de 4,4 millions de dollars, des retenues de garantie et produits différés de 3,7 millions de dollars et des avances de 4,9 millions de dollars.

Les augmentations semblables du total des actifs et des passifs reflètent la nature des contrats gérés et l'incidence du calendrier des montants reçus et des paiements effectués sur les soldes.

Analyse de l'état des flux de trésorerie

Flux de trésorerie (en milliers de \$)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre				Pour les neuf mois terminés le 31 décembre					
	2018				2018				En % du total	
	2019	(Retraité)	Écart en \$	Écart en %	2019	(Retraité)	Écart en \$	Écart en %	2019	2018
Activités d'exploitation	(4 496) \$	(36 980) \$	32 484 \$	(88%)	8 266 \$	(17 306) \$	25 572 \$	(148%)	113%	101%
Activités d'investissement	(127)	-	(127)	0%	(146)	-	(146)	0%	(2%)	0%
Effet des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	(753)	442	(1 195)	(270%)	(818)	226	(1 044)	(462%)	(11%)	(1%)
Variations de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(5 376) \$	(36 538) \$	31 162 \$	(85%)	7 302 \$	(17 080) \$	24 382 \$	(143%)	100%	100%

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2019, la trésorerie et équivalents de trésorerie ont augmenté de 24,4 millions de dollars ou de 143 % par rapport aux résultats de l'exercice précédent. L'augmentation nette par rapport à l'exercice précédent est principalement attribuable aux activités d'exploitation normales compensée par l'effet des fluctuations des taux de change et l'achat d'immobilisations corporelles.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie représentent une vue momentanée à un moment précis. Les soldes de trésorerie de la Corporation fluctuent considérablement d'un jour à l'autre, car il arrive que des dizaines de millions de dollars soient reçus un jour et payés le lendemain ou vice versa. Il convient de noter qu'en dépit du fait que les flux de trésorerie déclarés reflètent une présentation à titre de mandataire, la CCC perçoit aussi des sommes considérables des acheteurs étrangers qui sont payées aux exportateurs canadiens lorsque les obligations contractuelles d'exécution sont complétées.

Pour les contrats qui ne font pas partie du programme de l'APPD, la Corporation paie généralement les exportateurs canadiens dans un délai de cinq jours ouvrables, après avoir reçu le paiement de l'acheteur étranger (c.-à-d. que le paiement est versé à l'exportateur canadien après sa réception de l'acheteur étranger). Dans le cadre du programme de l'APPD, la Corporation paie généralement les exportateurs canadiens dans les trente jours suivant la réception d'une facture. La Corporation peut utiliser ses propres fonds pour payer les exportateurs canadiens au plus tard le 30^e jour dans les cas où le paiement n'a pas encore été reçu de l'acheteur, aux termes de l'APPD. Selon les écarts entre la réception et le paiement, ces opérations peuvent s'échelonner sur plus d'une période et entraîner des variations des flux de trésorerie d'une période à l'autre, les créances étant payées à la Corporation à la fin d'une période et les paiements étant effectués à l'exportateur canadien au début de la suivante.

Comparaison des résultats financiers et du budget dans le plan d'entreprise

Le Plan d'entreprise de 2019-2020 à 2023-2024 a été approuvé par le Conseil d'administration de la Corporation mais n'a pas encore été approuvé par le gouvernement du Canada.

Les résultats financiers pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2019 sont comparés au budget contenu dans le Plan d'entreprise de la CCC de 2019-2020 à 2023-2024.

État du résultat global (en milliers de \$) Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2019	Montant réel	Plan d'entreprise	Écart	
		budget	Écart en \$	Écart en %
Produits				
Frais de service	18 893 \$	21 370 \$	(2 477) \$	(12%)
Transferts du gouvernement du Canada	2 500	-	2 500	-
Autres produits	333	425	(92)	(22%)
Produits financiers, nets	729	464	265	57%
	22 455 \$	22 259 \$	196 \$	<1%
Frais d'administration	20 643	22 705	2 062	9%
	1 812 \$	(446) \$	2 258 \$	(506%)
Perte de change	(252)	-	(252)	-
Résultat net	1 560 \$	(446) \$	2 006 \$	(450%)

Pour la période de neuf mois se terminant le 31 décembre 2019, la Corporation a enregistré un profit net de 1,6 millions de dollars, soit une amélioration de 2,0 millions de dollars par rapport à la perte budgétée du Plan d'entreprise de 446 mille dollars. Ce résultat net s'explique par un écart défavorable de 2,5 millions de dollars lié aux frais de service compensé par un transfert du gouvernement du Canada de 2,5 millions de dollars, un écart favorable net des produits financiers et autres produits de 173 mille dollars et un écart favorable lié aux frais d'administration de 2,1 millions de dollars.

L'écart défavorable de 2,5 millions de dollars provenant des frais de service est principalement attribuable à un volume de facturation moins élevé que prévu pour le PBB ainsi qu'à une baisse des frais de service comptabilisés pour les contrats internationaux suite à plusieurs contrats qui ont été retardés, ce qui constitue un défi constant pour prévoir les activités contractuelles de gouvernement à gouvernement.

L'écart favorable lié aux produits financiers, net de 265 mille dollars par rapport au budget, est attribuable à des taux d'investissement plus élevés et à une augmentation des montants disponibles pour investissement.

L'écart favorable de 2,1 millions de dollars provenant des frais d'administration est attribuable aux éléments suivants: 1) la baisse des charges de rémunération du personnel (1,2 millions de dollars) découlant des postes vacants liés aux départs à la retraite et à l'attrition, (2) des frais de déplacement et accueil plus bas que prévus (436 mille dollars) pour les neuf premiers mois de l'exercice et (3) plusieurs autres dépenses plus basses que prévues (391 mille dollars). Les budgets de dépenses sont établis en fonction des hypothèses relatives aux besoins de capacité liés aux activités contractuelles prévues de la Corporation; les dépenses sont gérées de manière prudente et contrôlée, dans la mesure du possible, par rapport aux revenus gagnés tout au long de l'exercice.

PRÉVISIONS POUR 2019-2020

En 2019-2020, les produits nets prévus devraient être inférieurs à ceux de 2018-2019. Cette situation s'explique principalement par la baisse du nombre de contrats signés en 2018-2019, qui génèrent des frais, et par les retards dans les contrats signés qui persistent en 2019-2020. En outre, les grands contrats d'infrastructure actuellement à l'étape de la livraison diminuent à mesure qu'ils approchent de leur achèvement, ce qui se traduira par une baisse des opérations commerciales et des frais de service.

Les frais d'administration de 2019-2020 devraient augmenter par rapport à ceux de 2018-2019, principalement pour les raisons suivantes :

- l'augmentation de la rémunération des employés et des dépenses connexes conformément à la convention collective de la CCC;
- les ressources supplémentaires à l'appui des initiatives du Plan d'entreprise de 2019-2020; et
- les investissements dans le développement organisationnel et les systèmes pour obtenir des résultats en matière de diversification.

ENGAGEMENT DE LA CCC À L'ÉGARD DE LA GESTION DU RISQUE

La CCC gère les risques à l'échelle de l'entité, les risques d'entreprise et transactionnels en s'efforçant de remplir son mandat, lequel consiste à promouvoir et à faciliter le commerce international pour le compte des exportateurs canadiens. La stratégie mise en place pour gérer ces risques est expliquée en détail dans le rapport annuel de la Corporation pour l'exercice 2018-2019 et dans le Sommaire du Plan d'entreprise 2017-2018.

La direction continue d'aligner son cadre de conduite responsable des affaires avec les priorités du gouvernement du Canada. Une collaboration continue avec des parties prenantes au sein du gouvernement assure qu'une approche intégrée et un processus de prise de décision solide sont en place lors de l'évaluation des exportateurs canadiens sur des questions relatives à la subornation et la corruption ainsi que la détermination des risques découlant de l'effet négatif du non-respect des droits de la personne en lien avec une transaction.

Le risque de cyber-attaque est aussi sujet à une tendance accrue et fait maintenant partie de la réalité du monde des affaires. Durant le dernier exercice, la direction a mis en place plusieurs améliorations à ses systèmes de gestion de l'information. L'approche de la Corporation en gestion du risque de cyber-attaque est en continuelle évolution.

Avec l'émergence du coronavirus (COVID-19) en décembre 2019, la direction surveille de près les événements et élabore proactivement des plans d'action pour minimiser les risques envers la Corporation.

À l'exception de ceux mentionnés ci-haut, aucun autre changement significatif, nouveaux risques ou incertitudes n'ont été cernés au cours de la période se terminant le 31 décembre 2019 en comparaison avec ceux présentés ou discutés précédemment.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. Elle est également chargée de veiller à ce que toutes les autres informations présentées dans le présent rapport financier trimestriel concordent, le cas échéant, avec celles contenues dans les états financiers trimestriels. Ces états financiers trimestriels n'ont pas été audités ou examinés par un vérificateur externe.

À notre connaissance, les états financiers trimestriels non audités donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière et des résultats et flux de trésorerie de la Corporation, à la date donnée et pour la période visée.

Président et chef de la direction,



Carl Marcotte

Chef de la direction financière,



Ernie Briard

Ottawa, Canada
Le 14 février 2020

ÉTATS FINANCIERS PROVISOIRES CONDENSÉS (NON AUDITÉS)

État de la situation financière (non audité)

Aux	Notes	31 décembre 2019	31 mars 2019	31 décembre 2018 (Retraité - Note 4)
ACTIFS				
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5	65 783 \$	58 481 \$	26 275 \$
Créances	6, 11	34 281	27 603	43 283
Autres actifs	7	1 069	403	917
		101 133	86 487	70 475
Actifs non courants				
Immobilisations corporelles		2 486	2 645	2 757
Total des actifs		103 619 \$	89 132 \$	73 232 \$
PASSIFS				
Passifs courants				
Créditeurs et charges à payer	8, 11	39 896 \$	35 456 \$	19 471 \$
Retenues de garantie	16	10 602	6 147	6 279
Avances		25 021	20 076	19 277
Produits différés	9	308	1 081	894
Avantages incitatifs à la location différés		265	265	265
Avantages du personnel		1 592	1 454	1 398
		77 684	64 479	47 584
Passifs non courants				
Avantages incitatifs à la location différés		2 892	3 091	3 157
Avantages du personnel		134	213	264
		3 026	3 304	3 421
Total des passifs		80 710	67 783	51 005
CAPITAUX PROPRES				
Capital d'apport		10 000	10 000	10 000
Bénéfices non répartis		12 909	11 349	12 227
Total des capitaux propres		22 909	21 349	22 227
Total des passifs et des capitaux propres		103 619 \$	89 132 \$	73 232 \$
Éventualités	16			

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

La publication de ces états financiers a été approuvée le 14 février 2020

Président et chef de la direction,



Carl Marcotte

Chef de la direction financière,



Ernie Briard

État du résultat global (non audité)

	Notes	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
		2019	2018	2019	2018
			(Retraité - Note 4)		(Retraité - Note 4)
PRODUITS					
Frais de service	12	8 973 \$	9 492 \$	18 893 \$	23 167 \$
Transferts du gouvernement du Canada	13	-	-	2 500	-
Autres produits		54	182	333	1 532
Produits financiers, nets		199	220	729	451
		9 226	9 894	22 455	25 150
FRAIS D'ADMINISTRATION	14	6 758	6 867	20 643	20 628
		2 468	3 027	1 812	4 522
Gain (perte) de change		(235)	358	(252)	473
RÉSULTAT NET		2 233 \$	3 385 \$	1 560 \$	4 995 \$
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL					
ÉLÉMENTS QUI NE SERONT PAS RECLASSÉS DANS LE RÉSULTAT NET					
Gain (perte) actuariel (le) sur l'obligation des avantages du personnel		-	-	-	-
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL		2 233 \$	3 385 \$	1 560 \$	4 995 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des variations des capitaux propres (non audité)

Pour les trois mois et les neufs mois terminés le 31 décembre 2019	Notes	Capital d'apport	Bénéfices non répartis	Total
SOLDE AU 30 SEPTEMBRE 2019		10 000 \$	10 676 \$	20 676 \$
Résultat net			2 233	2 233
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2019		10 000 \$	12 909 \$	22 909 \$
SOLDE AU 31 MARS 2019		10 000 \$	11 349 \$	21 349 \$
Résultat net			1 560	1 560
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2019		10 000 \$	12 909 \$	22 909 \$

Pour les trois mois et les neufs mois terminés le 31 décembre 2018	Notes	Capital d'apport	Bénéfices non répartis	Total
SOLDE AU 30 SEPTEMBRE 2018 (Retraité)		10 000 \$	8 842 \$	18 842 \$
Résultat net	4		3 385	3 385
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2018 (Retraité)	4	10 000 \$	12 227 \$	22 227 \$
SOLDE AU 31 MARS 2018 (Retraité)		10 000 \$	7 232 \$	17 232 \$
Résultat net	4		4 995	4 995
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2018 (Retraité)	4	10 000 \$	12 227 \$	22 227 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie (non audité)

	Notes	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
		2019	2018	2019	2018
			(Retraité - Note 4)		(Retraité - Note 4)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION					
Résultat net		2 233 \$	3 385 \$	1 560 \$	4 995 \$
Ajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation:					
Amortissement		102	113	305	339
Avantages incitatifs à la location différés		(67)	(67)	(199)	(199)
Charges pour avantages du personnel		52	50	154	148
Avantages du personnel payés		-	(28)	(95)	(28)
(Gain) perte de change		753	(442)	818	(226)
Variation du fonds de roulement provenant des:					
Créances	6, 11	(8 705)	(2 061)	(6 678)	6 031
Autres actifs	7	(69)	(77)	(666)	(733)
Créditeurs et charges à payer	8, 11	11 286	(9 403)	4 440	(8 203)
Retenues de garantie	16	(219)	338	4 455	352
Avances		(9 465)	(28 533)	4 945	(19 691)
Produits différés	9	(397)	(255)	(773)	(91)
Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités d'exploitation		(4 496)	(36 980)	8 266	(17 306)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT					
Acquisition d'immobilisations corporelles		(127)	-	(146)	-
Sorties de fonds liées aux activités d'investissement		(127)	-	(146)	-
Effet des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(753)	442	(818)	226
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de la trésorerie		(5 376)	(36 538)	7 302	(17 080)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		71 159	62 813	58 481	43 355
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		65 783 \$	26 275 \$	65 783 \$	26 275 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS PROVISOIRES CONDENSÉS (NON AUDITÉS)

1. NATURE, ORGANISATION ET FINANCEMENT

La Corporation commerciale canadienne (« la Corporation ») a été établie en 1946 en vertu de la *Loi sur la Corporation commerciale canadienne* (« Loi sur la CCC »). La Corporation étant une société d'État mandataire et appartenant entièrement au gouvernement du Canada, elle est visée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (« LGFP »). Elle est établie au Canada et son siège social se trouve au 350, rue Albert à Ottawa, en Ontario. La Corporation exerce ses activités principalement au Canada et dispose d'une représentation en Asie et en Amérique du Sud.

La Corporation agit comme maître d'œuvre pour les exportateurs canadiens lorsque des gouvernements étrangers, des organisations internationales ou des acheteurs étrangers du secteur privé veulent acheter des produits et services du Canada par l'entremise du gouvernement du Canada. La Corporation conclut des contrats de maître d'œuvre avec ces acheteurs étrangers ainsi que des contrats domestiques correspondants avec des exportateurs canadiens. De plus, la Corporation conclut des accords de services d'approvisionnement visant à fournir des biens et des services destinés à être utilisés à l'échelle internationale au nom du gouvernement du Canada et de gouvernements étrangers.

Les activités de la Corporation sont financées principalement au moyen des produits générés par les frais de service facturés et complémentées par des transferts du gouvernement du Canada.

En septembre 2008, la Corporation, de même qu'un certain nombre d'autres sociétés d'État, a fait l'objet d'une instruction (C.P. 2008-1598) en application de l'article 89 de la *LGFP*, intitulée *Décret d'instruction pour les sociétés d'État mères impliquées dans des prêts commerciaux à prendre en considération l'intégrité personnelle de ceux à qui ils prêtent ou offrent des avantages en accord avec la politique du gouvernement pour améliorer la responsabilité et l'intégrité des institutions fédérales*. La Corporation a mis en œuvre l'instruction, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2010 et est demeurée en règle avec cette directive depuis.

En juillet 2015, la Corporation a fait l'objet d'une instruction (C.P. 2015-1110) en application de l'article 89 de la *LGFP*, afin d'harmoniser ses pratiques, directives et politiques en matière de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques, directives et instruments connexes du Conseil du Trésor. Le tout devant se faire de manière cohérente avec les obligations juridiques de la Corporation et la mise en application devant être présentée dans son prochain Plan d'entreprise. La Corporation a mis en œuvre la directive en août 2016 et est demeurée en règle avec cette directive depuis.

La Corporation n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

2. NORMES DE PRÉSENTATION

(a) Conformité aux Normes internationales d'information financière (IFRS)

Les présents états financiers provisoires condensés ont été préparés conformément à la norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada basé sur les conventions comptables des normes internationales d'information financière (IFRS), adoptées dans les états financiers annuels audités de la Corporation en date de et pour l'exercice terminé le 31 mars 2019. Ces états financiers provisoires condensés ne comprennent pas toute l'information requise pour les états financiers complets de l'exercice et doivent être lus en parallèle avec le rapport annuel et les états financiers audités de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2019.

Tel que permis par la norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État, la direction de la CCC a décidé d'adopter la norme *IFRS 16 – Contrats de Location* (IFRS 16) dans les états financiers annuels vérifiés de la Corporation pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020. Cela donne lieu à une dérogation aux principes comptables généralement reconnus en ce qui concerne l'adoption initiale de l'IFRS 16 étant donné que les états financiers trimestriels pour la période courante ne reflètent pas l'effet de la nouvelle norme.

(b) Base d'évaluation

Les états financiers sont fondés sur la base du coût historique, à l'exception des postes qui suivent, tel que permis par les IFRS et dans la mesure où ils sont importants:

- Les instruments financiers dérivés évalués à leur juste valeur par le biais du résultat net.
- Les passifs liés aux avantages du personnel accumulés relatifs aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme, comptabilisés à la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies

(c) Établissement d'estimations et exercice du jugement

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que la direction exerce son jugement, établisse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les conventions comptables, sur les montants des actifs et des passifs déclarés, sur l'information à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits et charges déclarés au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer de façon notable de ces estimations pouvant avoir un impact significatif sur les montants s'y reliant dans les états financiers.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes font l'objet d'un examen approfondi de façon régulière, en date des états financiers. Tout changement aux estimations est comptabilisé dans les états financiers pour la période où il est constaté et pour les périodes futures si celles-ci sont également visées. La direction a utilisé des estimations pour déterminer la durée de vie utile des immobilisations corporelles, pour comptabiliser les passifs liés aux avantages du personnel, les provisions, les engagements relatifs aux contrats de location et les éventualités, et elle a fait preuve de jugement pour déterminer si une provision relative aux dépenses de remédiation de contrats devrait être comptabilisée ou divulguée, le montant et le calendrier de comptabilisation des produits et la comptabilisation des transactions de recouvrement de coûts.

Des renseignements supplémentaires sur les domaines où la direction a exercé son jugement et où elle utilise dans une grande mesure des estimations et des hypothèses sont inclus dans les notes qui suivent :

- Note 12 (b) – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients
- Note 16 – Éventualités

(d) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

La monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de la Corporation sont le dollar canadien.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les conventions comptables appliquées dans la préparation des présents états financiers provisoires condensés sont conformes à celles décrites dans les états financiers annuels audités de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2019. En plus des conventions comptables décrites précédemment, la Corporation applique la convention comptable suivante en ce qui concerne les transferts du gouvernement du Canada.

Transferts du gouvernement du Canada

Un transfert du gouvernement du Canada qui n'est pas considéré comme un surplus d'apport est enregistré lorsque le gouvernement a autorisé le transfert et est comptabilisé comme produit dans la période au cours de laquelle les charges s'y rapportant sont encourues.

Un transfert associé à des charges de périodes ultérieures est différé et comptabilisé comme produit dans la période où les charges s'y rapportant sont encourues. Un transfert affecté pour l'achat d'immobilisations corporelles est différé et amorti selon la même méthode que l'actif connexe.

4. MODIFICATIONS COMPTABLES

Tel que permis par la norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État, la direction de la CCC a décidé d'adopter la norme comptable *IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15) dans les états financiers annuels vérifiés de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2019. Par conséquent, l'information financière comparative retraitée au 31 décembre 2018 et pour les trois et neuf mois terminés le 31 décembre 2018 est présentée ci-dessous.

Une description complète des impacts découlant de l'adoption de l'IFRS 15 est présentée à la note 4 (a) des états financiers annuels vérifiés de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2019.

Rapprochement des soldes comparatifs en date du 31 décembre 2018

État de la situation financière (non audité)

Au	31 décembre 2018	Reclassement (*)	Ajustements au titre de l'IFRS 15	31 décembre 2018
Description IAS 18 / IFRS 15	(Montant présenté précédemment)			(Retraité - Note 4)
ACTIFS				
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	26 275 \$			26 275 \$
Créances / Autres actifs	2 071 183 -	(891) 891	(2 027 009) 26	43 283 917
Avances aux exportateurs canadiens	663 476		(663 476)	-
Avancement des travaux par les exportateurs canadiens	5 539 848		(5 539 848)	-
	8 300 782			70 475
Actifs non courants				
Immobilisations corporelles	2 757			2 757
Total des actifs	8 303 539 \$			73 232 \$
PASSIFS				
Passifs courants				
Créiteurs et charges à payer / Retenues de garantie	2 053 023 \$ -	(12 017) 6 895	(2 021 535) (616)	19 471 \$ 6 279
Avances des acheteurs étrangers et autres / Avances Avancement des travaux pour les acheteurs étrangers	682 935 5 539 848	(182)	(663 476) (5 539 848)	19 277 -
/ Produits différés		5 304	(4 410)	894
/ Avantages incitatifs à la location différés		265		265
Avantages du personnel	206	1 192		1 398
	8 276 012			47 584
Passifs non courants				
Avantages incitatifs à la location différés	3 422	(265)		3 157
Avantages du personnel	1 456	(1 192)		264
	4 878			3 421
Total des passifs	8 280 890			51 005
CAPITAUX PROPRES				
Capital d'apport	10 000			10 000
Bénéfices non répartis	12 649		(422)	12 227
Total des capitaux propres	22 649			22 227
Total des passifs et des capitaux propres	8 303 539 \$			73 232 \$

* Les reclassements sont les suivants :

- Des créances (891 \$) aux autres actifs 891 \$.
- Des créiteurs et charges à payer (12 017 \$) et des avances des acheteurs étrangers et autres (182 \$) aux retenues de garantie 6 895 \$ et produits différés 5 304 \$.
- Des avantages incitatifs à la location différés – non courants (265 \$) aux avantages incitatifs à la location différés – courants 265 \$.
- Des avantages du personnel – non courants (1 192 \$) aux avantages du personnel – courants 1 192 \$.

Rapprochement de l'état du résultat global pour les trois mois terminés le 31 décembre 2018

État du résultat global (non audité)

Pour les trois mois terminés le 31 décembre	Notes	2018	Reclassement (*)	Ajustements au titre de l'IFRS 15	2018
		(Montant présenté précédemment)			(Retraité - Note 4)
PRODUITS					
Opérations commerciales					
- contrats de maître d'œuvre		515 279 \$		(515 279)	- \$
Moins : coût des opérations commerciales					
- contrats de maître d'œuvre		(515 279)		515 279	-
Frais de service	12	5 440		4 052	9 492
Autres produits		182			182
Produits financiers, nets		220			220
Gain de change (*)		568	(568)		-
		6 410	(568)	4 052	9 894
FRAIS D'ADMINISTRATION					
	14	7 477		(610)	6 867
		(1 067)	(568)	4 662	3 027
Gain de change (*)			568	(210)	358
		(1 067)	-	4 452	3 385
SERVICES D'APPROVISIONNEMENT À L'APPUI DES PROGRAMMES D'AIDE INTERNATIONAUX DU GOUVERNEMENT					
Opérations liées aux services d'approvisionnement		5 458 \$		(5 458)	-
Moins : coût des opérations liées aux services d'approvisionnement		(5 458)		5 458	-
		-	-	-	-
RÉSULTAT NET		(1 067) \$	-	4 452	3 385 \$
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL					
ÉLÉMENTS QUI NE SERONT PAS RECLASSÉS DANS LE RÉSULTAT NET					
Gain (perte) actuariel(le) sur l'obligation des avantages du personnel		-			-
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL		(1 067) \$			3 385 \$

* Le reclassement est le suivant :

- Gain de change de 568 \$ précédemment présenté dans la section des produits a été reclassé à un poste indépendant.

Rapprochement de l'état du résultat global pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2018

État du résultat global (non audité) Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	Notes	2018 (Montant présenté précédemment)	Reclassement (*)	Ajustements au titre de l'IFRS 15	2018 (Retraité - Note 4)
PRODUITS					
Opérations commerciales					
- contrats de maître d'œuvre		1 806 632 \$		(1 806 632)	- \$
Moins : coût des opérations commerciales					
- contrats de maître d'œuvre		(1 806 632)		1 806 632	-
Frais de service	12	18 870		4 297	23 167
Autres produits		1 532		-	1 532
Produits financiers, nets		451			451
Gain de change (*)		687	(687)		-
		21 540	(687)	4 297	25 150
FRAIS D'ADMINISTRATION					
	14	22 462		(1 834)	20 628
		(922)	(687)	6 131	4 522
Gain de change (*)			687	(214)	473
		(922)	-	5 917	4 995
SERVICES D'APPROVISIONNEMENT À L'APPUI DES PROGRAMMES D'AIDE INTERNATIONAUX DU GOUVERNEMENT					
Opérations liées aux services d'approvisionnement		13 686 \$		(13 686)	-
Moins : coût des opérations liées aux services d'approvisionnement		(13 686)		13 686	-
		-	-	-	-
RÉSULTAT NET		(922) \$	-	5 917	4 995 \$
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL ÉLÉMENTS QUI NE SERONT PAS RECLASSÉS DANS LE RÉSULTAT NET					
Gain (perte) actuariel(le) sur l'obligation des avantages du personnel		-			-
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL		(922) \$			4 995 \$

* Le reclassement est le suivant :

- Gain de change de 687 \$ précédemment présenté dans la section des produits a été reclassé à un poste indépendant.

Rapprochement de l'état des flux de trésorerie pour les trois mois terminés le 31 décembre 2018

État des flux de trésorerie (non audité)

Pour les trois mois terminés le 31 décembre	2018	Reclassement (*)	Ajustements au titre de l'IFRS 15	2018
Description IAS 18 / IFRS 15	(Montant présenté précédemment)			(Retraité - Note 4)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Résultat net	(1 067) \$	-	4 452	3 385 \$
Ajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation:				
Amortissement	113			113
Avantages incitatifs à la location différés	(67)			(67)
Charges pour avantages du personnel	50			50
Avantages du personnel payés	(28)			(28)
Gain de change	(442)			(442)
Variation du fonds de roulement provenant des:				
Créances	(210 358)	129	208 168	(2 061)
/ Autres actifs		(129)	52	(77)
Avances aux exportateurs canadiens	(524 322)	-	524 322	-
Créditeurs et charges à payer	203 320	(2 738)	(209 985)	(9 403)
/ Retenues de garantie		389	(51)	338
Avances des acheteurs étrangers et autres / Avances	495 821	(32)	(524 322)	(28 533)
Produits différés		2 381	(2 636)	(255)
Sorties de fonds liées aux activités d'exploitation	(36 980)	-	-	(36 980)
Effet des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et des équivalents de trésorerie	442			442
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de la trésorerie	(36 538)			(36 538)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	62 813			62 813
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	26 275 \$			26 275 \$

* Les reclassements sont les suivants :

- Des créances 129 \$ aux autres actifs (129 \$).
- Des créditeurs et charges à payer (2 738 \$) aux retenues de garantie 389 \$ et produits différés 2 349 \$.
- Des avances des acheteurs étrangers et autres (32 \$) aux produits différés 32 \$.

L'adoption de l'IFRS 15 a aussi eu un impact sur les notes suivantes :

- Note 12 (a) – Ventilation des produits de frais de service
- Note 14 – Frais d'administration

Rapprochement de l'état des flux de trésorerie pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2018

État des flux de trésorerie (non audité)

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	2018	Reclassement (*)	Ajustements au titre de l'IFRS 15	2018
Description IAS 18 / IFRS 15	(Montant présenté précédemment)			(Retraité - Note 4)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Résultat net	(922) \$	-	5 917	4 995 \$
Ajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation:				
Amortissement	339			339
Avantages incitatifs à la location différés	(199)			(199)
Charges pour avantages du personnel	148			148
Avantages du personnel payés	(28)			(28)
Gain de change	(226)			(226)
Variation du fonds de roulement provenant des:				
Créances	(858 471)	674	863 828	6 031
/ Autres actifs		(674)	(59)	(733)
Avances aux exportateurs canadiens	(519 182)	-	519 182	-
Créditeurs et charges à payer	861 701	(2 675)	(867 229)	(8 203)
/ Retenues de garantie		407	(55)	352
Avances des acheteurs étrangers et autres / Avances	499 534	(43)	(519 182)	(19 691)
Produits différés		2 311	(2 402)	(91)
Sorties de fonds liées aux activités d'exploitation	(17 306)	-	-	(17 306)
Effet des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et des équivalents de trésorerie	226			226
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de la trésorerie	(17 080)			(17 080)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	43 355			43 355
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	26 275 \$			26 275 \$

* Les reclassements sont les suivants :

- Des créances 674 \$ aux autres actifs (674 \$).
- Des créditeurs et charges à payer (2 675 \$) aux retenues de garantie 407 \$ et produits différés 2 268 \$.
- Des avances des acheteurs étrangers et autres (43 \$) aux produits différés 43 \$.

L'adoption de l'IFRS 15 a aussi eu un impact sur les notes suivantes :

- Note 12 (a) – Ventilation des produits de frais de service
- Note 14 – Frais d'administration

5. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Le solde de trésorerie et les équivalents de trésorerie est libellé dans les monnaies suivantes :

	31 décembre 2019		31 mars 2019	
	Monnaie	Dollars	Monnaie	Dollars
	originale	canadiens	originale	canadiens
Dollars américains	29 056	37 703 \$	18 802	25 123 \$
Dollars canadiens	27 355	27 355	29 985	29 985
Renminbis chinois	3 892	725	4 901	975
Euros	-	-	1 600	2 398
		65 783 \$		58 481 \$

Les composantes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie étaient :

	31 décembre 2019	31 mars 2019
Trésorerie	38 789 \$	29 421 \$
Placements à court terme	16 575	18 819
Dépôts à préavis	10 419	10 241
Trésorerie et équivalents de trésorerie	65 783 \$	58 481 \$

Les soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie comprennent les avances reçues de la part des acheteurs étrangers et d'autres parties et qui n'ont pas encore été versées aux exportateurs canadiens, ainsi que les montants retenus des exportateurs canadiens devant être versés à des dates ultérieures conformément aux modalités des contrats.

6. CRÉANCES

Les créances comprennent les montants dus à la Corporation pour les frais de service facturés et non encore recouverts, les montants dus par les acheteurs étrangers relativement à des montants déjà versés aux exportateurs canadiens et d'autres montants provenant principalement d'organismes gouvernementaux canadiens. Ces montants sont fondés sur des conditions normales en commerce international et ne portent habituellement pas d'intérêt.

Les créances de la Corporation sont constituées de :

	31 décembre 2019	31 mars 2019
Créances	34 281 \$	27 563 \$
Produits à recevoir	-	40
	34 281 \$	27 603 \$

Les créances de la Corporation sont libellées dans les monnaies suivantes :

	31 décembre 2019		31 mars 2019	
	Monnaie originale	Dollars canadiens	Monnaie originale	Dollars canadiens
Dollars américains	25 127	32 604 \$	19 095	25 515 \$
Dollars canadiens	1 674	1 674	2 088	2 088
Renminbis chinois	16	3	-	-
		34 281 \$		27 603 \$

7. AUTRES ACTIFS

Les autres actifs de la Corporation comprennent :

	31 décembre 2019	31 mars 2019
Charges payées d'avance	652 \$	304 \$
Produits non facturés	417	99
	1 069 \$	403 \$

8. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

Les créanciers et charges à payer comprennent les montants dus liés aux frais d'administration et aux charges d'exploitation de la Corporation, les montants payables aux exportateurs canadiens provenant des sommes perçues des acheteurs étrangers ainsi que d'autres montants divers dus. Ces montants sont exigibles selon les conditions normales de commerce.

Les créiteurs et charges à payer de la Corporation sont constitués de :

	31 décembre 2019	31 mars 2019
Créiteurs	36 972 \$	32 819 \$
Charges à payer	2 924	2 637
	39 896 \$	35 456 \$

Les créiteurs et charges à payer de la Corporation sont libellés dans les monnaies suivantes :

	31 décembre 2019		31 mars 2019	
	Monnaie originale	Dollars canadiens	Monnaie originale	Dollars canadiens
Dollars américains	27 727	35 979 \$	21 629	28 900 \$
Dollars canadiens	3 890	3 890	4 041	4 041
Renminbis chinois	147	27	587	117
Euros	-	-	1 600	2 398
		39 896 \$		35 456 \$

Les risques de crédit, de marché et de liquidité liés aux créances et aux créiteurs et charges à payer sont divulgués dans la note 11.

9. PRODUITS DIFFÉRÉS

Au cours des périodes terminées, les variations des produits différés de la Corporation s'établissent comme suit :

	31 décembre 2019	31 mars 2019
Solde au début de l'exercice	1 081 \$	985 \$
Plus: Produits différés supplémentaires, nets de remboursements	222	594
Moins: Montants des frais de service comptabilisés	(783)	(523)
Impact du montant net des produits non facturés et différés provenant d'un même contrat	(212)	25
Solde à la fin de l'exercice	308 \$	1 081 \$

10. GESTION DU CAPITAL

L'objectif de la Corporation à l'égard du capital est de préserver et de renforcer son capital au moyen d'une gestion prudente des risques. Cet objectif garantit la disponibilité de capital pour faciliter les investissements dans les ressources humaines et les processus et pour atténuer toutes pertes possibles liées aux activités de la Corporation, au risque de transaction relié au rendement de l'exportateur et au risque de crédit de l'acheteur.

La Corporation définit son capital comme étant son capital d'apport et ses bénéfices non répartis. Le capital fourni par le gouvernement du Canada constitue son capital d'apport. Le modèle d'imputation sur les fonds propres de la Corporation détermine le capital requis en fonction de trois types de risques : le risque d'entreprise, le risque de rendement de l'exportateur et le risque de crédit de l'acheteur.

La Corporation n'est pas sujette à des exigences externes en matière de capital.

Les stratégies clés utilisées par la Corporation pour gérer son capital incluent : le contrôle des dépenses de remédiation de contrats; le maintien d'un équilibre entre une croissance avisée et les charges d'exploitation; la réduction au minimum de l'exposition au risque de change et l'optimisation des produits d'intérêts. La Corporation peut être tenue de retourner au Gouvernement du Canada toute partie du capital considérée excédentaire au montant nécessaire pour les fins pour lesquelles la Corporation a été constituée.

L'apport en capital de la Corporation se répartit comme suit :

	31 décembre 2019	31 mars 2019
Capital d'apport	10 000 \$	10 000 \$
Bénéfices non répartis	12 909	11 349
	22 909 \$	21 349 \$

11. GESTION DU RISQUE ET INSTRUMENTS FINANCIERS

Tel que décrit dans le rapport annuel et les états financiers audités de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2019, les instruments financiers que détient la Corporation l'exposent au risque de crédit, au risque de marché et au risque de liquidité. La section qui suit décrit les risques les plus importants associés aux instruments financiers de la Corporation et la façon dont celle-ci gère son exposition aux risques.

(a) Risque de crédit

Il s'agit du risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Ce risque est principalement associé à la trésorerie et équivalents de trésorerie de la Corporation, aux produits non facturés et aux créances qui comprennent les frais de service dus à la Corporation. La valeur comptable des actifs financiers figurant dans les états financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La Corporation investit ses fonds excédentaires pour toucher des produits financiers en vue de maintenir le principal et de fournir suffisamment de liquidités pour répondre à ses besoins de trésorerie. La Corporation réduit au minimum son exposition au risque de crédit découlant du placement de la trésorerie et équivalents de la trésorerie en respectant sa politique en matière de placement, laquelle spécifie des mécanismes de placement approuvés par le Conseil d'administration et des limites de portefeuille. La Corporation investit des fonds de trésorerie et équivalents de trésorerie dans des dépôts à vue et des placements temporaires très liquides qu'elle effectue auprès d'une banque à charte canadienne. Les placements doivent maintenir les cotes de solvabilité aux seuils ou au-dessus des seuils définis par au moins deux des agences énumérées ci-dessous :

- Cote de Moody's : P1
- Cote de Standard and Poor's ("S&P") : A1
- Cote de Dominion Bond Rating Service ("DBRS") : R1 (faible)

Créances

La Corporation a un risque de crédit lié aux créances qui comprend les produits tirés des frais de service. À la demande des exportateurs canadiens, la Corporation peut parfois accepter de payer les factures liées à l'APPD ou non liées à l'APPD avant de recevoir les fonds du département de la Défense des États-Unis ou d'autres acheteurs étrangers.

Étant donné que l'acheteur étranger assujéti à l'APPD bénéficie d'une cote de crédit AAA par des agences d'évaluation du crédit reconnues, l'exposition au risque de crédit est ramenée à un niveau acceptable. En ce qui concerne les acheteurs étrangers qui ne sont pas assujettis à l'APPD, la Corporation évalue le risque de crédit pour s'assurer qu'il est également ramené à un niveau acceptable.

Au 31 décembre 2019, 33 % (48 % au 31 mars 2019) des créances de la Corporation provenaient d'acheteurs étrangers ayant une cote de crédit AAA.

L'exposition maximale au risque de crédit pour les créances par région géographique se répartit comme suit :

	31 décembre 2019	31 mars 2019
Asie *	22 389 \$	12 872 \$
États-Unis	9 417	12 680
Canada	1 804	542
Amérique centrale et Caraïbes	561	894
Amérique du Sud	108	66
Afrique	2	327
Europe	-	222
	34 281 \$	27 603 \$

Le profil d'échéance des créances de la Corporation était le suivant :

	31 décembre 2019	31 mars 2019
< 1 an	34 281 \$	27 603 \$
	34 281 \$	27 603 \$

Les créances sont considérées comme étant en souffrance quand le payeur n'a pas versé la somme due avant la date d'échéance prévue par le contrat. Le classement chronologique des créances en souffrance de la Corporation était le suivant :

	31 décembre 2019	31 mars 2019
< 30 jours	3 591 \$	4 247 \$
> 30 jours et < 180 jours	11 706	8 790
> 180 jours	15 624	8 136
	30 921 \$	21 173 \$

Les créances en souffrances sont principalement attribuables au contrat du Programme des brigades blindées. Toutes les créances en souffrance sont considérées comme entièrement recouvrables; la Corporation n'a comptabilisé aucune provision pour pertes de crédit sur créances au 31 décembre 2019. En janvier 2020, les créances en souffrance ont été diminuées par un paiement reçu par la Corporation attribuable au contrat du Programme des brigades blindées.

(b) Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les futurs flux de trésorerie d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Il comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et d'autres risques de prix. La Corporation n'est pas exposée à un risque de change, un risque de taux d'intérêt ou à d'autres risques de prix significatifs. La Corporation n'a aucun instrument financier dérivé important ou dérivé incorporé devant être comptabilisé comme un actif ou un passif dans l'état de la situation financière.

(c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers qui sont à régler par la remise de trésorerie ou d'un autre actif financier.

La Corporation réduit au minimum le risque de liquidité en respectant sa politique en matière de placement, laquelle prévoit des mécanismes de placement des fonds de trésorerie et équivalents de trésorerie dans des dépôts à vue et des placements temporaires très liquides qu'elle effectue auprès d'une institution financière canadienne afin de répondre à ses obligations financières en temps opportun.

Une demande d'indemnisation potentielle suite à un manquement sur ses contrats résiduels pourrait créer un risque de liquidité pour la Corporation. Afin d'atténuer ce risque, la Corporation dispose d'un recours contractuel, découlant, à tous les égards importants, des obligations prévues dans les contrats réciproques avec les exportateurs canadiens à même valeur que les contrats de maître d'œuvre. En outre, pour atténuer davantage son exposition au risque de liquidité global suite à des manquements contractuels, la Corporation peut aussi, selon les résultats de sa vérification préalable, exiger que les exportateurs canadiens fournissent des garanties commerciales, y compris des retenues de garantie, des garanties bancaires, des cautions, des cautions de la société mère, des cessions d'indemnités d'assurance, des privilèges sur biens, des garanties personnelles et des espèces des actionnaires placées en fiducie auprès de la Corporation.

Aux termes des modalités des contrats, autres que ceux liés à l'APPD, les paiements aux exportateurs canadiens ne sont généralement pas faits avant la réception du paiement des acheteurs étrangers et de ce fait n'expose pas la Corporation à un risque de liquidité.

La Loi sur la CCC permet à la Corporation d'emprunter auprès du Trésor ou de conclure d'autres arrangements de crédit ou des indemnités avec d'autres sources pour un montant ne dépassant pas 90,0 millions de dollars.

La Corporation a une marge de crédit renouvelable lui donnant accès à des fonds de l'ordre de 40,0 millions de dollars canadiens (40,0 millions de dollars au 31 mars 2019) ou l'équivalent américain.

Selon les modalités contractuelles pour les contrats liés à l'APPD, la Corporation s'engage à verser des paiements aux exportateurs canadiens dans les trente jours, pour la plupart des contrats. En ce qui concerne les contrats d'affaires internationales, la Corporation s'engage à effectuer les paiements dans les deux à cinq jours ouvrables suivant la réception des paiements de la part de l'acheteur étranger. Il arrive parfois que le recouvrement des montants auprès de l'acheteur étranger dans le cadre des contrats découlant de l'APPD prenne plus de 30 jours. Par conséquent, la Corporation peut à l'occasion utiliser la marge de crédit dans le cours normal de ses activités. L'endettement dans le cadre de cette entente est non sécurisé, et ce mécanisme de crédit ne comporte aucune date d'expiration. Au 31 décembre 2019, aucun prélèvement n'avait été effectué sur cette marge de crédit (néant au 31 mars 2019).

Créditeurs et charges à payer

Les créditeurs et charges à payer sont exigibles selon les conditions normales de commerce. Le profil d'échéance des créditeurs et charges à payer de la Corporation était le suivant :

	31 décembre 2019	31 mars 2019
< 1 an	39 896 \$	35 302 \$
> 1 an et < 3 ans	-	154
	39 896 \$	35 456 \$

Aucun contrat déficitaire n'a été relevé en date du 31 décembre 2019 et aucun contrat déficitaire en date du 31 mars 2019.

12. PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

(a) Ventilation des produits de frais de service

Les produits de frais de service gagnés par la Corporation pour les périodes de trois et neuf mois se terminant le 31 décembre proviennent des sources suivantes :

	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2019	2018 (Retraité - Note 4)	2019	2018 (Retraité - Note 4)
Affaires internationales	8 160 \$	8 747 \$	16 611 \$	20 887 \$
Programmes de lotterie	229	206	620	585
	8 389 \$	8 953 \$	17 231 \$	21 472 \$
Initiatives du gouvernement du Canada	584	539	1 662	1 695
	8 973 \$	9 492 \$	18 893 \$	23 167 \$

(b) Obligations de prestation non remplies (ou remplies partiellement)

Les obligations de prestation non remplies, ou remplies partiellement, sont principalement attribuables aux services qui n'ont pas encore été fournis par la Corporation pour la durée résiduelle du contrat. Le tableau suivant présente les prix de transaction estimatifs attribués aux obligations de prestation de la Corporation non remplies ou remplies partiellement devant être remplies dans le futur ainsi que le calendrier prévu de la comptabilisation des produits. Les montants réels peuvent différer de ces estimations en raison de divers facteurs, notamment la nature imprévisible du comportement des clients, la réglementation du secteur et le contexte économique et politique dans lequel la Corporation exerce ses activités.

Le tableau suivant présente les produits tirés des frais de service qui devraient être comptabilisés dans le futur relativement aux obligations de prestation non remplies (ou remplies partiellement) au :

	31 décembre 2019	31 mars 2019
< 1 an	18 821 \$	20 393 \$
> 1 an	32 431	41 554
	51 252 \$	61 947 \$

Puisque les prix de transaction ne comprennent pas les estimations de contrepartie variable qui font l'objet d'une limitation, ces montants ne figurent pas dans les informations fournies sur les obligations de prestation non remplies.

13. TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2019, la Corporation a comptabilisé un produit de 2,5 millions de dollars reçus du gouvernement du Canada pour des charges opérationnelles. Il n'y a eu aucun transfert du gouvernement du Canada au cours de la période de trois mois terminée le 31 décembre 2019 et aucun transfert du gouvernement du Canada au cours des exercices précédents.

En janvier 2020, le gouvernement du Canada a autorisé un transfert additionnel de 2,0 millions de dollars. Les fonds ont été reçus en janvier 2020 et le produit a été comptabilisé au même moment.

14. FRAIS D'ADMINISTRATION

Les frais d'administration pour les périodes de trois et neuf mois se terminant le 31 décembre comprennent :

	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2019	2018 (Retraité - Note 4)	2019	2018 (Retraité - Note 4)
Rémunération du personnel et charges connexes	4 796 \$	4 648 \$	14 207 \$	14 024 \$
Services de gestion des contrats	661	662	1 984	1 984
Loyer et frais connexes	421	447	1 228	1 041
Frais de déplacement et accueil	338	348	969	1 100
Consultants	244	368	920	942
Logiciels, matériel informatique et soutien	20	60	547	522
Amortissement	102	113	305	339
Communications	82	88	260	311
Autres charges	94	133	223	365
	6 758 \$	6 867 \$	20 643 \$	20 628 \$

15. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Corporation est liée, pour ce qui est de la propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Elle participe à des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités selon les mêmes modalités qui s'appliquent aux parties non liées et par conséquent, ces opérations se rapprochent de leur juste valeur.

16. ÉVENTUALITÉS

(a) Garanties

Afin de gérer son risque de rendement sur ses livrables en cours, la Corporation peut exercer un recours sur une base contractuelle contre des exportateurs canadiens découlant, à tous les égards importants, des livrables prévues de même valeur dans les contrats. Les garanties promises par les exportateurs canadiens servent à atténuer le risque de contrepartie sur les livrables de la Corporation dans l'éventualité de réclamations contre la Corporation suite à un manquement au cas où des exportateurs canadiens ne parviennent pas à remplir les modalités de leurs contrats. En outre, pour atténuer davantage son exposition globale à des demandes d'indemnisation potentielles suite à un manquement, la Corporation peut aussi, selon les résultats de sa vérification préalable, exiger que l'exportateur canadien fournisse des garanties commerciales, y compris des retenues de garantie, des garanties bancaires, des cautions, des cautions de la société mère, des cessions d'indemnités d'assurance, des privilèges sur biens, des garanties personnelles et des espèces des actionnaires placées en fiducie auprès de la Corporation.

La valeur résiduelle des obligations de performance de la Corporation en date du 31 décembre 2019 s'élevait à 11 988 628 \$ (14 340 651 \$ en date du 31 mars 2019). Les garanties commerciales mises en gage à la Corporation par les exportateurs canadiens dans le cas improbable d'un manquement contractuel, étaient les suivantes :

	31 décembre 2019	31 mars 2019
Retenues de garantie	10 602 \$	6 147 \$
Garanties bancaires	20 879 \$	-
Cautions de sociétés mères	11 321 949 \$	13 460 218 \$

Les montants susmentionnés se rapprochent de la juste valeur des garanties retenues.

(b) Autre passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, la direction évalue la probabilité de tout passif éventuel. Il n'y avait aucun passif éventuel à divulguer au 31 décembre 2019 ou au 31 mars 2019.